Cahier de doléances du Tiers État de Montarlot-les-Moret (Seine-et-Marne)

Plaintes, doléances et remontrances de la paroisse de Montarlot-les-Moret, portées à l'assemblée du tiers-état des bailliages de Melun et Moret.

Cette paroisse, située près de la ville de Moret et sur le finage de la capitainerie de Fontainebleau, est le centre d'une réserve destinée aux plaisirs de Monseigneur, comte d'Artois. C'est ce qui fait la matière de vexations inouïes.

Art. 1^{er}. L'agriculture, que le gouvernement encourage partout, éprouve dans cette paroisse les plus dures entraves. Son territoire est tour à tour dévoré par le lapin, le lièvre, la perdrix, le canard. Le lièvre broute l'herbe de la pousse du blé ; la perdrix en pique le cœur, et souvent même l'arrache et le fait mourir. Ce qui échappe à la voracité de ces deux fléaux, s'il parvient à la maturité, se trouve éparpillé et dissipe sur la terre par une légion de canards qui tombent dessus. Ce dernier objet forme pour Montarlot et ses environs une perte de plus de 3000 livres par an, tandis que la canarderie rapporte à peine au seigneur, M. de Caumartin, la somme de 200 livres.

Art. 2. Un autre inconvénient, c'est que les gardes de la capitainerie, outre les horribles vexations qu'ils commettent, et dont le tableau est esquissé dans un Mémoire imprimé et intitulé : *Observations sur les capitaineries*, se promènent dans la campagne, à pied et à cheval, au milieu des blés et des avoines prêts d'être récoltés, sous prétexte de chercher des lacs, des collets, etc. Ils renversent une partie de la récolte pour nourrir les perdreaux, ce qui est absolument contre les ordonnances qui, dans ce temps-là, interdisent, même aux seigneurs, l'exercice de la chasse.

Art. 3. La paroisse de Montarlot a d'autant plus de raison de se récrier contre tant de vexations, qu'on les opère sous le spécieux prétexte que monseigneur le comte d'Artois s'est choisi ce canton pour se former une réserve ; autre abus, puisque sous le règne de Louis XIV, outre le frère du Roi, il se trouvait plusieurs enfants de France, on n'a jamais accordé de réserve ; car celle de Montarlot est d'autant plus inutile au prince, que, dans l'espace de quinze ans, il n'y est pas venu chasser six fois.

Art. 4. Cette réserve est d'autant plus révoltante qu'elle a servi de raison aux officiers de la capitainerie pour s'emparer des terres des particuliers, et les changer en remises. Avant cette époque, il n'y avait que deux remises qui appartenaient à M. de Gaumartin. Mais depuis, on en a ajouté dix autres, dont deux d'un arpent, et les autres d'un demi-arpent ; et sans respecter la propriétés de particuliers, on s'est emparé de leurs terres sans les payer. On y a planté des bois, dont la coupe est attribuée aux gardes, et servent de repaires à des lapins qui dévorent tout le sol des environs.

Art. 5. Pour comble d'horreur, on a formé de petits buissons que les gardes appellent cages ou cagerons, et que l'on nomme ballier. Il y en a plus de cent dans le petit territoire de Montarlot, de dix pieds de long : nouvelle invention pour gêner le cultivateur, laquelle forme, dans toute l'entendue de la paroisse, une usurpation de plus de deux arpents. M. le duc du Châtelet, voisin de Montarlot par sa terre de Varennes, paye aux particuliers par cage ou cageron la somme de 30 sous. Pourquoi MM. les officiers de la capitainerie n'imitent-ils pas la conduite équitable de ce seigneur ?

Art. 6. Une paroisse aussi accablée et aussi vexée sous tous les rapports, devrait être soulagée pour les impôts. Loin de cela, malgré la petitesse de son territoire, la délicatesse du sol, le petit nombre d'habitants, elle est encore imposée durement, et paye, malgré qu'elle ne fasse pas de récolte plus de 900 livres de taille.

Art. 7. Ce n'est pas tout ; les habitants, qui sont pour la plupart vigneron, sont encore vexés par la régie des aides, fort souvent pour des misères. Ils éprouvent des visites insolentes de commis qui comblent l'iniquité, en les ruinant par des rapports et des procès-verbaux fondés d'ordinaire sur le mensonge. Le vœu de la paroisse serait que l'on put produire un projet de payer au Roi un impôt qui les délivre de tant de descentes importunes et vexatoires.

Art. 8. Les habitants de Montarlot se plaignent encore d'un désordre provenant du fait des receveurs du droit de centième denier, qui, pour faire payer triple droit, ont soin de ne pas prévenir les particuliers pour les insinuations des actes d'acquisition ou d'échange.

Art. 9. La plupart d'entre eux vu leur pauvreté et la cherté du sel, sont le plus souvent privés de soupe, ainsi que leur famille qui languit de misère.

Art. 10. Enfin, ils ne savent plus comment s'y prendre pour se défendre contre l'oppression, vu que la manière dont se rend la justice est absolument ruineuse pour les particuliers, tant par la quantité d'écritures que l'on prodigue, que par la lenteur que l'on met dans les décisions.